

Lettre ouverte à Valérie Pécresse Ministre de l'enseignement supérieur et la recherche

Madame la Ministre,

Sept semaines de mobilisation intense des universitaires et des étudiants contre vos projets de décrets en application de la loi LRU (Liberté et Responsabilité des Universités) se sont écoulées et la situation reste bloquée. Dans les IUT aussi, après l'annonce de la fin du fléchage spécifique des moyens (moins 30% d'enseignants, moins 23% du budget, moins 20% de postes BIATOS) et la fin de la définition nationale des programmes garantissant un diplôme national, la colère est énorme.

Madame la Ministre, nous vous demandons de retirer tous ces projets néfastes pour les personnels et les étudiants.

Les personnels administratifs et techniques (BIATOSS) sont eux aussi confrontés aux conséquences de la loi LRU et de la RGPP qui prévoient de supprimer massivement des postes au nom de la réduction des dépenses publiques, politique confirmée par le premier ministre à la veille de la mobilisation nationale qui a vu plus de 3 millions de salariés défiler dans tout le pays.

Madame la Ministre, selon votre déclaration du 18 septembre 2008 :

« Notre objectif est qu'un certain nombre de départs en retraite de personnels assurant des missions qui ne sont pas au coeur du service public de l'enseignement supérieur – le travail de gardiennage, d'entretien, de jardinage, de standard téléphonique – occupés par des agents de catégories C, ne soient pas remplacés et qu'en revanche on crée des postes de cadre (catégorie A).

Les personnels de catégorie C n'auraient donc plus leur place dans la fonction publique ?

De plus, apprendre que **42.000 € seront versés POUR CHAQUE POSTE SUPPRIMÉ est une véritable incitation à la suppression massive d'emplois.** Pour nous, financer les Universités par des suppressions de postes, est inacceptable !

Cela revient à utiliser l'argent public pour supprimer des emplois (notre université toucherait ainsi ...en échange de 6 postes, 252.000€ de plus pour sa massesalariale).

Nous vous rappelons notre opposition totale à toute externalisation de services et ne voulons pas voir se développer ainsi la précarité des personnels (multiplication des embauches de contractuels, ...).

Madame la Ministre, nous vous demandons :

- de restituer tous les postes supprimés au budget cette année.
- Une réelle amélioration des salaires (par une augmentation significative de la valeur du point d'indice).
La perte de pouvoir d'achat des fonctionnaires est énorme depuis des années, évaluée par les organisations syndicales à 20% depuis près de 20 ans. Les prix ne cessent d'augmenter, et les personnels ne peuvent se satisfaire des 0,8% « octroyés » cette année.

Madame la Ministre, à l'occasion de votre venue à Brest, nous voulons vous faire connaître nos revendications et espérons que vous donniez satisfaction aux personnels et étudiants mobilisés depuis des semaines.

Recevez, Madame la Ministre, l'expression de notre haute considération et de notre détermination à voir aboutir nos légitimes revendications.

Brest, le 24 mars 2009

Les syndicats de l'UBO
FERC Sup-CGT, SNPTES-UNSA, SNPRES-FO, SNASUB-FSU

**Les syndicats
FERC Sup-CGT, SNPTES-UNSA,
SNPREES-FO & SNASUB-FSU**

Appellent

**les personnels
administratifs et techniques**

**à participer massivement
avec les étudiants et les enseignants**

**à la manifestation
ce vendredi 27 mars
à 11 heures
en Fac de Médecine**

pour la clôture de la CPU

(heure et lieu seront précisés en cas d'éventuel changement)